

Pièce P-23

(en liasse)

Lettre du 23 août 2007 du directeur général des élections adressée à la sous-ministre du Revenu du Québec, madame Diane Jean

Article de presse – Le Soleil, Martin Pelchat, 2 novembre 2007 – Marcel Blanchet s'en prend au mutisme du fisc

Québec, le 23 août 2007

Madame Diane Jean
Sous-Ministre
Ministère du Revenu
3800, rue de Marly, secteur 6-2-7
Québec (Québec) G1X 4A5

Madame la Sous-Ministre,

En référence à notre récente conversation téléphonique, j'ai examiné attentivement le jugement de la Cour d'Appel dans l'affaire Jean-Guy Bernier contre Le Sous-Ministre du Revenu du Québec.

Sans me prononcer sur l'aspect fiscal de ce jugement, ce qui est préoccupant pour l'institution que je dirige, c'est que les contributions politiques remboursées par l'employeur sont tout à fait illégales au regard de la Loi électorale et que nous n'avons pu en être informés qu'une fois la prescription acquise. En effet, seul un électeur peut faire une contribution. Par conséquent, il est strictement interdit à une personne morale de faire une contribution même via le remboursement d'un compte de dépenses de l'un de ses employés.

Le 13 mars 2003, dans le cadre d'une rencontre entre des représentants de votre ministère et de mon institution, il avait été question notamment de la possibilité de transmettre les informations pertinentes recueillies lors de vos vérifications afin qu'un cas comme celui de Tecsalt soit porté le plus tôt possible à notre attention et à tout le moins, avant que la prescription ne soit acquise. Ces discussions devaient se poursuivre ultérieurement, mais aucune autre rencontre n'a eu lieu avant ce jour.

Entre temps, un groupe de réflexion sur le financement des partis politiques qui était présidé par mon adjointe, Me Francine Barry, a produit en février dernier un rapport au Comité consultatif prévu à la Loi électorale. Ce rapport contient un certain nombre de mesures pour assurer une application plus rigoureuse des règles de financement politique, notamment en ce qui a trait la gestion des contributions. Dès que le Comité consultatif autorisera la sortie publique de ce rapport, je prendrai de nouveau contact avec vous.

Veuillez agréer, Madame la Sous-Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Le directeur général des élections
et président de la Commission de la représentation électorale,

Marcel Blanchet

Marcel Blanchet s'en prend au mutisme du fisc

Le directeur général des élections demande au ministère du Revenu de sortir de son mutisme pour l'aider à lutter plus efficacement contre le financement illégal des partis politiques par des entreprises.

Même si le stratagème mis en place au début des années 90 par TecsuIt a fini par être découvert par le fisc en 1997, il n'en a jamais saisi le DGE. Pas même après qu'un premier jugement fut tombé dans cette affaire en juin 2001. C'est un « observateur de la scène judiciaire » qui a vu la décision et l'a portée à l'attention du DGE au début de 2002.

« J'ai contacté le ministère du Revenu pour savoir s'il y avait moyen pour nous d'avoir de l'information là-dessus et on s'est rendu compte dans un premier temps que c'était prescrit, pour nous il était trop tard », explique le DGE Marcel Blanchet. Il y a en effet prescription cinq ans après la commission d'une infraction et un an après sa connaissance. Le DGE s'est de plus buté au secret fiscal lorsqu'il a tenté de savoir si le ministère disposait d'autres informations utiles.

MAIRIE DE MONTRÉAL

Ironie du sort, un an avant que la vérification du fisc déjoue le système chez TecsuIt, le DGE avait poursuivi la même firme après avoir découvert qu'elle avait illégalement contribué, en 1995, à la caisse électorale du

parti du maire de Montréal de l'époque, Pierre Bourque. TecsuIt avait plaidé coupable et rien d'autre n'avait filtré.

M. Blanchet est revenu à la charge auprès du fisc après la décision de la Cour d'appel de juillet dernier. « J'ai eu des contacts avec la sous-ministre du Revenu en lui disant que là, ce serait important qu'on se parle, pour essayer de voir s'il y a bien des cas comme ça que le ministère du Revenu a dans ses dossiers et qu'on n'a pas nous », dit-il. Dans une lettre du 23 août, il lui a précisé qu'il était « très préoccupé » par l'affaire TecsuIt et proposait une rencontre après que soit rendu public le rapport d'un groupe de réflexion tripartite sur le financement des partis. Le rapport a été dévoilé hier.

LA LOI DU SILENCE

Au Revenu, on explique que c'est la loi constitutive du ministère qui lui interdit de répondre positivement au DGE. « En vertu de l'article 69 de la Loi sur le ministère, on ne peut pas donner de renseignements au DGE », explique la porte-parole de Revenu Québec, Linda Di Vita. « Les ministères nous donnent de l'information, mais on n'en donne pas. C'est sûr qu'il y a des échanges avec l'Agence du revenu du Canada, parce que là on parle de fiscalité, mais à cause de la confidentialité des renseigne-

ments, on ne peut pas fournir d'informations à d'autres ministères ou organismes. »

1997

Année où le fisc a découvert le stratagème de TecsuIt, mais le DGE n'en a eu vent qu'en 2002

Une mesure proposée dans le rapport du groupe de réflexion pourrait toutefois jouer en faveur du DGE. Il s'agit du remplacement des crédits d'impôts aux contributions politiques par des « crédits de reconnaissance à la démocratie », administrés par le DGE.

Cela lui ouvrirait une voie de communication directe avec les acteurs et par conséquent la possibilité de demander aux donateurs s'ils ont obtenu un remboursement de leur employeur. « Si jamais le processus qu'on propose dans le rapport devenait loi, le ministère du Revenu serait hors circuit, note Marcel Blanchet. On suivrait nous-mêmes très rigoureusement toutes ces contributions. »

Martin Pelchat